



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

7 avril 2016

La question du remaniement gouvernemental domine une nouvelle fois l'actualité ce jour. En effet, si le Président Rajaonarimampianina a récemment annoncé que le remaniement viendra au moment opportun, de son côté, le Premier ministre a déclaré hier qu'il ne démissionnera pas de son poste.

Relations internationales

VALSE DIPLOMATIQUE A MAHAZOARIVO

Le Premier ministre a reçu une délégation du ministère français de la Justice, accompagnée par l'Ambassadeur de France à Madagascar Véronique Voulard-Aneini, hier au palais de Mahazoarivo. La rencontre avait pour principal objet la lutte contre la corruption. Pour rappel, ladite délégation est composée de Xavière Simeoni, magistrat et chef de la section centrale de prévention de la corruption et d'Eliane Houlette, procureur du Parquet national financier. A l'issue de l'entretien avec le Chef du gouvernement, Xavière Simeoni a évoqué la signature effective d'une convention de partenariat avec le Bureau Indépendant Anticorruption. Elle a également informé qu'un projet de pôle anti-corruption est également en cours de finalisation, dans une optique de professionnalisation des magistrats malgaches dans la lutte anti-corruption. Toujours pour la journée d'hier, Jean Ravelonarivo a également eu la visite de l'ambassadeur de la République d'Iran, Moniri Nik Mohammad. Durant cette entrevue, le Chef du gouvernement a manifesté la volonté de Madagascar à développer une relation amicale et mutuellement bénéfique entre les deux pays. Le renforcement de la coopération dans les domaines de la nouvelle technologie, de la santé, de l'éducation, de la culture ou encore du commerce a été au centre des discussions. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Midi Madagasikara, p. 11 ; Les Nouvelles, p. 2-3 ; Madagascar-Laza, p. 14 ; La Vérité, p. 2 ; La Gazette de la Grande Île, p. 13)

- A l'issue de l'entretien avec le Premier ministre, l'Ambassadeur de France Véronique Voulard-Aneini a soutenu que Madagascar dispose de tout l'appareil juridique nécessaire pour lutter contre la corruption. Elle a toutefois fait remarquer qu'il faut maintenant avoir une volonté à rendre effectifs les textes de loi en vigueur. (Midi Madagasikara, p. 14)
- Lors de son entretien avec le Premier ministre Jean Ravelonarivo, l'Ambassadeur de la République islamique d'Iran, Moniri Nik Mohammad, a expliqué que son pays figure désormais parmi les principaux partenaires de la Grande île, en matière d'étude supérieure. L'Iran n'a effectivement pas cessé d'octroyer des bourses d'études aux étudiants malgaches depuis plusieurs années, bien que cela ait été limité jusqu'au niveau du second cycle. A ce propos, le diplomate iranien a annoncé la possibilité de l'élargissement de la coopération avec Madagascar au niveau du troisième cycle, soit pour l'obtention d'un doctorat. (L'Observateur, p. 3)

Politique interne

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



JEAN RAVELONARIVO : « JE NE DEMISSIONNERAI PAS QUOIQU'IL ARRIVE »

La « guerre froide » entre le Chef de l'Etat et son Premier ministre semble avoir franchi un autre palier. « Je vous le répète, je ne démissionnerai pas quoi qu'il arrive. C'est la Constitution qui m'a installé et c'est la Constitution qui peut me démettre », a soutenu Jean Ravelonarivo à la presse, à la sortie d'une audience accordée à des diplomates. Si des rumeurs avaient circulé depuis hier concernant une imminente démission collective des ministres afin de contraindre le Premier ministre à emboîter le pas, ce dernier a pris les devants en affichant nettement sa position. Ravelonarivo s'en remet donc à la Constitution, même si celle-ci accorde les prérogatives de révocation du Premier ministre par le Président de la République en cas de faute grave et de défaillance manifeste. Bien qu'il affirme sa détermination à ne pas démissionner, Jean Ravelonarivo ne se fait plus d'illusion. Par ses propos : « le remaniement interviendra à un moment inattendu mais opportun », le Chef de l'Etat semble en effet décider de donner un nouveau souffle à sa politique et donc, de mettre en place une nouvelle équipe. (L'Express de Madagascar, p. 3 ; Midi Madagasikara, p. 2 ; Madagascar-Laza, p. 2-14)

- *Les deux hommes se trouvent aujourd'hui à la croisée des chemins, cependant Hery Rajaonarimampianina doit trouver d'autres moyens pour déloger Jean Ravelonarivo qui ne se laisse apparemment pas faire, opine L'Express de Madagascar (p. 2)*
- *Questionné par la presse à propos de ses relations avec le Chef de l'Etat, le Premier ministre a tenu à préciser qu'il n'existe aucun bras de fer avec le Président de la République. « Ce ne sont que des supputations (...) mes relations avec Hery Rajaonarimampianina sont au beau fixe », a-t-il fait remarquer. (Midi Madagasikara, p. 11)*
- *Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue hier à l'hôtel Colbert, le député Nicolas Andrianasolo a abordé les points chauds des actualités nationales, concernant notamment la question du remaniement gouvernemental. Le parlementaire a ainsi laissé entendre qu'il est favorable au remaniement, tout en soulignant que cela dépend de la volonté du Président de la République. (Les Nouvelles, p. 2 ; Midi Madagasikara, p. 11 ; Madagascar-Laza, p. 6)*
- *Le Premier ministre Jean Ravelonarivo commence visiblement être agacé par les questions portant sur la qualité de sa relation avec le Chef de l'Etat et du remaniement gouvernemental, opine Les Nouvelles. « Cela dépend des analyses. Je ne vois pas l'existence d'un bras de fer entre ma personne et le Président de la République, chacun est libre de faire son interprétation à sa façon », a-t-il déclaré. (p. 3)*
- *Le député élu dans le district d'Ikongo, Brunelle Razafitsiandraofa, se positionne en faveur du changement de l'équipe gouvernementale. D'après le parlementaire, la population n'est pas satisfaite du travail du gouvernement. Il est ainsi du devoir du Chef de l'Etat de donner un nouveau souffle à l'Exécutif. Le député MAPAR exige toutefois le respect de l'article 54 de la Constitution, qui stipule que le Président de la République nomme le Premier ministre, présenté par le parti ou le groupe de partis majoritaire à l'Assemblée nationale. Le parlementaire d'Ikongo souhaite ainsi davantage de rapprochement entre les députés et le Président de la République. (Madagascar-Laza, p. 2)*
- *Le Général Jean Ravelonarivo est un Premier ministre malhonnête, titre Madagascar*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Matin sur sa Une. De l'avis du journal, le Chef du gouvernement vient de prouver qu'il n'est plus honnête envers le Président de la République et encore moins, envers le peuple en affirmant qu'il entretient une bonne relation avec le Chef de l'Etat alors que les faits témoignent du contraire. De ce fait, il ne mérite tout simplement plus de rester à Mahazoarivo, tonne le quotidien. (p. 4)

- Si le Président de la République souhaite déloger Jean Ravelonarivo de Mahazoarivo, il ne lui reste qu'une seule alternative : prouver la faute grave ou la défaillance manifeste de son second. Une initiative quelconque allant dans ce sens confirmerait d'ailleurs l'existence effective d'une mésentente entre les deux hommes, souligne **La Vérité**, (p. 2)
- Les propos tenus par le Premier ministre selon lesquels ses relations avec le Chef de l'Etat sont au beau fixe surprennent, vu l'incompatibilité d'humeur entre les deux hommes forts du pays. Un éventuel remaniement gouvernemental s'avère ainsi imminent. Cependant, **La Gazette de la Grande Île** estime qu'il est plus difficile de pousser Jean Ravelonarivo vers la sortie, contrairement à son prédécesseur Kolo Roger. Pour cause, son statut d'officier militaire fait qu'il résiste aux pressions. Ensuite, il bénéficie de l'appui d'un nombre important de députés, notamment ceux élus dans le Sud et le Sud-est. (p. 5)
- De l'avis de **L'Observateur**, Hery Rajaonarimampianina hésite à procéder au remaniement, car il semble finalement conscient que le Premier ministre n'est pas le seul responsable de la « défaillance » du pouvoir exécutif. D'ailleurs, le Chef du gouvernement pense toujours être sur le bon cap en dépit des tractations réclamant son départ de Mahazoarivo. A l'allure où vont les choses, le Chef de l'Etat devra utiliser les grands moyens au niveau de l'Assemblée nationale pour obliger le Premier ministre à quitter le navire, soit par l'intermédiaire d'une motion de censure, soit d'un décret d'abrogation justifiant une faute lourde. (p. 2)
- Des proches du Premier ministre Jean Ravelonarivo auraient discuté avec des députés, hier à Tsimbazaza, en vue de contrecarrer les plans du Chef de l'Etat, avance **Tia Tanindrazana**. Jean Ravelonarivo ne se laisse ainsi pas faire aussi facilement, conclut le quotidien, qui appelle Hery Rajaonarimampianina à décider au plus vite pour le bien de la population. (p. 3)

Economie et société

PREPARATIFS DU SOMMET DE LA FRANCOPHONIE : LE CONCESSIONNAIRE DE L'AEROPORT D'IVATO RASSURE

Malgré les incertitudes sur le financement des travaux d'extension, le concessionnaire de l'aéroport d'Ivato, à savoir le consortium Ravinala Airports, assure que les infrastructures nécessaires pour l'accueil du Sommet de la Francophonie seront terminées à temps. Cette livraison se fera dans les conditions à la hauteur de l'ambition du pays, avance Vincent Devauchelle, chef de projet auprès du consortium. « Les travaux ont démarré comme prévu à Ivato et se poursuivent selon le programme de libération des terrains par les tiers occupants, qui se fait en bonne intelligence », soutient ce responsable. Si l'ensemble de l'aéroport international ne sera pas entièrement rénové avant novembre, le tarmac, l'aérogare et le salon présidentiel font partie des infrastructures concernées par ce projet. « Les travaux se

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



font en deux étapes et ceux relatifs à la première étape rentrent dans le cadre de l'accueil du Sommet de la Francophonie », confirme le ministre chargé des Transports, Ulrich Andriatiana. Ce dernier précise que le financement de la première étape des travaux d'extension, qui s'élève à 10 millions d'Euros, est déjà disponible et est notamment géré par les actionnaires de la concession mais également par le biais d'un prêt relais accordé par une banque locale. A noter que ce prêt sera remboursé avant la tenue du Sommet par l'intermédiaire d'un autre prêt, cette-fois à long terme, contracté auprès de la Société financière internationale, filiale de la Banque mondiale. (L'Express de Madagascar, p. 5)

- Faute de résultats tangibles, le régime s'accroche sur ce qu'il peut, en transformant le Sommet de la Francophonie en projet présidentiel. Hery Rajaonarimampianina souhaite à tout prix que Madagascar accueille cet événement, car il n'a pas grand-chose à inaugurer, à part quelques bornes fontaines. Prétendre que le Sommet soit un projet présidentiel relève donc de l'imposture institutionnelle, estime **La Gazette de la Grande Île**, (p. 5)

AFFAIRE RINA RASOAVA : LE VERDICT SERA CONNU DEMAIN

L'affaire pour menace de mort à l'arme à feu, coups et blessures volontaires, mise en danger de la vie d'autrui et insultes, pour lesquels a porté plainte le rédacteur en chef du quotidien Ao Raha, Rina Rasoava, a été jugée hier après-midi par la Cour chargée des flagrants délits à Anosy. Pour rappel, les faits se sont déroulés sur la RN2, à Maharidaza, le 30 mars dernier. Des altercations se sont produites entre le journaliste Rina Rasoava et Mac Siou Tsong, un opérateur économique chinois et non moins vice-président de l'association professionnelle des transporteurs routiers. Dans sa plaidoirie, l'avocat de Mac Siou Tsong a accusé les journalistes de trafic d'influence, d'abus, de diffusion de rumeurs et de violation de la présomption d'innocence. « Le nom de mon client a été publié tous les jours dans les journaux », a fait remarquer Mamy Radilofe. Il poursuit son plaidoyer en fustigeant l'Ordre des journalistes de Madagascar, pour s'être mêlé à cette histoire. Pour leur part, les journalistes qui ont traité ce sujet ont précisé que le nom d'un prévenu peut être cité dès qu'il est traduit devant la justice, comme le prévoit le code de déontologie. « Une arme à feu a été braquée sur un journaliste. Nous n'allons pas attendre qu'il soit abattu avant d'agir », tonne Didi Ratsimbazafy, vice-président de l'OJM. Selon ce dernier, des injustices sous différentes formes ont été commises, raison pour laquelle l'affaire a été conduite devant le tribunal. « (...) De par le droit d'informer, une presse responsable se doit de dénoncer les agissements qui oppriment, écrasent et méprisent les autres. La presse relate les faits. Même s'il n'y avait pas de journaliste dans cette affaire, elle l'aurait très certainement traité de manière identique », explique Didi Ratsimbazafy. De son côté, le juge d'instruction en charge de l'affaire a signifié que l'arme en possession du Chinois n'était pas en règle au moment des faits. L'autorisation avait perdu de sa validité avant qu'elle ne soit renouvelée. A cet effet, le ministère de la Justice réclame une condamnation avec sursis. En revanche, la menace de mort ainsi que la mise en danger de la vie d'autrui n'ont pas été considérées par la Justice. Le verdict sera rendu demain. (L'Express de Madagascar, p. 10 ; Midi Madagasikara, p. 16 ; Les Nouvelles, p. 4 ; Madagascar-Laza, p. 9-14 ; Tia Tanindrazana, p. 2)

- Lalatiana Rakotondrazafy, leader du parti politique Freedom et également journaliste, a condamné l'acte de l'opérateur économique chinois, qui, selon sa

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



perception, revêt un trafic d'influence. « (...) Sur un tout autre plan, un acte similaire pourrait tomber sur d'autres victimes, sur des citoyens lambda et je pense qu'il faut en tirer des leçons et dire non à tout abus et trafic d'influence », a-t-elle expliqué.
(Midi Madagasikara, p. 16)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p. 3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

ECES
CENTRE EUROPEEN
D'APPUI ELECTORAL

OSSERVATORIO
di Pavia Media Research

Search for
Common Ground

Center for
Creative Leadership